

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 67

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann*

RP n° 29

Paris, 12 juillet 1914

En ce qui concerne la *situation internationale*, il résulte d'entretiens que j'ai eus ces derniers jours notamment avec des ambassadeurs de la Triplice, que ceux-ci ne considèrent nullement la situation comme dangereuse. L'attentat contre l'archiduc héritier d'Autriche excite, il est vrai, les esprits dans certains milieux (ultra-catholiques) autrichiens contre les Serbes, mais il ne faut, paraît-il, pas prendre cela au tragique; le Sud-Est de la monarchie est dans un état manifeste de fermentation; on a dû y proclamer l'état de siège et pour cela il faut y envoyer des troupes; ces envois de troupes n'impliquent nullement une guerre en perspective contre la Serbie. On est souvent maladroit à Vienne, mais en général on a pu, de Berlin, empêcher les maladresses graves d'être poussées à l'extrême. L'ambassadeur allemand Schoen m'a raconté à ce sujet qu'à l'époque où il était ministre des Affaires Etrangères à Berlin et où Aerenthal voulait annexer la Bosnie-Herzégovine, celui-ci lui fit part de son projet comme d'une vague et lointaine éventualité et fit ajouter que, si cela déplaisait aux Serbes, on irait détruire le nid de pirates de Belgrade. Naturellement Schoen rendit l'ambassadeur d'Autriche attentif aux dangers de ce langage et de cette pensée; l'Autriche renonça à mettre la main sur la Serbie, mais fit au bout de quinze jours le coup de l'annexion de la Bosnie-Her-

zégovine. Aujourd'hui encore, l'Autriche supporte les conséquences de sa politique maladroite envers les Serbes, mais elle ne fera pas, elle ne pourra pas faire, la guerre à la Serbie.

Quant à la situation intérieure autrichienne, mes interlocuteurs ont paru, somme toute, considérer la mort de l'archiduc François-Ferdinand comme un petit malheur et peut-être même comme un bien. Ce prince était inquiétant par ses projets d'empire à trois têtes slave, hongroise et allemande; il était dangereux par les prétentions de sa femme au trône; il était, en dehors d'une certaine camarilla, d'une impopularité extrême et en particulier détesté dans l'armée. Comme exemple de sa maladresse, on m'a indiqué le fait qu'il avait fait fermer impitoyablement de grands districts tyroliens au public sous prétexte de chasses, obligeant les habitants à faire des détours de quinze à dix-huit lieues! Il faisait, paraît-il, garder ces chasses par la troupe et non seulement obligeait la troupe à faire les mêmes détours que le public, mais n'invitait jamais un officier à ses chasses. *Ab uno dixe multos*. Sur une prétendue dissolution future de l'Autriche il est, paraît-il, superflu de philosopher; mes interlocuteurs sont d'avis que, pour ceux qui raisonnent, elle est invraisemblable, car, malgré leurs haines, aucune des parties de la monarchie ne pourrait, en vivant séparée, arriver à une existence normale; donc, elles continueront à se supporter si elles ne perdent pas tout sens politique. Les Français seuls croient à cette dissolution de l'Autriche, comme ils croyaient jadis pouvoir détacher l'Allemagne du Sud de la Prusse en 1870.

Quant aux Grecs, Bulgares, Serbes et Turcs, ils en ont assez, tous tant les uns que les autres (les Turcs un peu moins que les autres peut-être). Ils sont épuisés et, s'ils plastronnent, ils ne demandent au fond qu'à être retenus, car ils sont exsangues. De ce côté encore, il paraît qu'il ne faut pas s'inquiéter, pas même pour l'Albanie; l'Europe ne se battra pas pour l'Albanie; il est possible que l'anarchie s'y aggrave, qu'on doive chercher d'autres combinaisons; que l'Europe, par l'organe de la Commission internationale, doive s'occuper encore longtemps de ce malheureux pays; qu'il faille y étudier un système fédératif. Tout cela ne compromettra pas la paix cette année.

D'après mes interlocuteurs, il est invraisemblable que M. Poincaré, en se rendant à Pétersbourg, ait pour but d'y demander une politique offensive contre la Triple, sous le prétexte que la France ne peut pas supporter longtemps le service de trois ans et les charges qui en découlent, et sous l'autre prétexte que le grand âge de l'Empereur d'Autriche et le très jeune âge du nouvel héritier constituent des contingences favorables. M. Poincaré ne peut risquer une tentative de ce genre, car on se dit certain que l'Empereur de Russie n'entend pas entrer dans une voie de ce genre si on le lui demandait. Ici encore, il est inutile de philosopher plus loin dans cet ordre d'idées.

La politique intérieure française est diversement appréciée. Parlementairement, elle se déroule vers les solutions réclamées en matière fiscale avant les élections par les radicaux-socialistes unifiés. Jusqu'ici, les socialistes n'ont pas exigé de soumission trop nette du Cabinet. Celui-ci va atteindre les vacances et aura trois mois devant lui.

Le budget effroyable de 5 milliards 200 millions, le plus gros que la France ait vu, va être voté, et ce chiffre ne comprend pas les dépenses pour le Maroc, ni le programme naval.

Tout ce travail fiscal constitue pour la France une révolution analogue à celle qui s'est produite à Zurich à la chute du régime Alfred Escher. On marche à grands pas, avec un personnel politique renouvelé, et avec une inexpérience évidente, dans la voie de l'impôt global et progressif sur le revenu et sur le capital. Les solutions sont si mal préparées, tout cela vient si vite, et était si imprévu, qu'on assiste à des improvisations et à des sauts de carpe extraordinaires; du jour au lendemain, on décide que le revenu présumé des commerçants sera 40 fois le montant de leur taxe de patente, puis le lendemain, on décide que c'est trop et qu'il suffira de multiplier la patente par 27. Pourquoi 40, pourquoi 27? Personne ne peut l'expliquer clairement, même dans les commissions des finances du Sénat ou de la Chambre. M. Ribot, M. Peytral et les financiers radicaux du Sénat ont perdu leur base pour résister et même pour discuter.

Dans le monde des affaires, on trouve que tout cela n'est pas seulement matière à niches et à surenchères politiques entre groupes parlementaires, mais que tout cela est fort sérieux. On voit en Allemagne le développement des affaires commerciales, industrielles, maritimes continuer; ici elles sont en stagnation et ne peuvent pas reprendre. On n'a pas confiance. Il est vrai que deux grands établissements de crédits, le Lyonnais et la Société Générale, ont souscrit des sommes formidables au nouvel emprunt de 800 millions à 3,36%, mais ils l'ont fait parce qu'ils ne pouvaient agir autrement; il y a des «cadavres» entre eux et les ministres et les grandes banques ont dû marcher. Le public, m'assure-t-on, manque d'entrain et voit la situation en noir. On prétend que le raisonnement des gens d'affaires consiste à enfermer l'avenir de la France dans le dilemme suivant: *ou bien* la guerre à brève échéance parce que la France, dont la population est stationnaire, ne pourra plus supporter les charges personnelles et financières des armements et que cela ne servira d'ailleurs à rien d'attendre, puisque la disproportion doit s'accroître chaque année – or rien n'est moins sûr que le succès d'une guerre –, *ou bien* la marche de plus en plus accentuée vers le socialisme, c'est-à-dire la ruine des affaires, la destruction du crédit national, l'émigration des capitaux, etc. On considère dans le monde des affaires qu'une nouvelle couche politique est arrivée au pouvoir. Ces nouveaux venus sont, dit-on, aussi jouisseurs et aussi désireux de s'enrichir que les autres. M. Viviani, bien qu'il ait une femme très présentable, s'est déjà adjugé Mme Pierrat, la plus jolie et une des plus spirituelles actrices du Théâtre français, et Mme Pierrat doit coûter fort cher. On payera, comme par le passé, ce qu'il faudra, mais on se demande si les nouveaux gouvernements seront les maîtres de leurs troupes et s'ils ne seront pas débordés; on craint qu'après avoir maté les meneurs, cela ne serve à rien et que la Sociale ne continue et ne progresse vite. Bien entendu il ne s'agit pas ici du terrain politico-parlementaire, mais des relations en sous-main entre un Parlement tout-puissant, absorbant tout, comme jadis la Convention, et le monde de la finance et des affaires, ce dernier est franchement noir et morose à l'égard de ce qu'il peut attendre et craindre des nouvelles couches parlementaires.

Cet état d'âme des gens d'affaires me rappelle, je le répète, l'état d'âme de nos financiers zuricois ou vaudois après l'introduction de l'impôt progressif. La dépression est cependant plus accentuée ici que jadis chez nous, parce qu'en France, on franchit d'un bond plusieurs étapes et qu'on introduit *à la fois* l'impôt global, la déclaration contrôlée et la progression; il est possible aussi et même probable qu'en province, le nouveau régime fiscal sera utilisé pour des pressions électorales contre des adversaires politiques.

Le bourgeois français, accoutumé à l'exemption de toute taxe sur la rente française, et à toute taxe française sur les revenus de ses valeurs étrangères, est ému, abasourdi, mais il devra finir par comprendre que cela ne pouvait pas et ne devait pas durer. Le bourgeois anglais, allemand ou zuricois a enfin fini par se résigner.

Je crois donc qu'il ne faut pas trop s'émouvoir du prétendu dilemme: ou la guerre extérieure ou la Sociale à l'intérieur: je ne crois ni à l'un ni à l'autre. Seulement ce qui est vrai, c'est que le capitaliste français carguera les voiles et aussi que la France va entrer dans une ère de difficultés financières sérieuses avec une épargne mal disposée et un budget formidablement grossi. Si l'on osait chercher l'argent dans l'alcool par la suppression du privilège des bouilleurs de crû, si on faisait l'effort *électoral* d'atteindre les centaines de milliers de distillateurs clandestins d'alcool on trouverait immédiatement 200 millions. Le petit contribuable français ne tardera pas à voir qu'avec l'impôt progressif, on ne l'a pas dégrevé, lui, comme on le lui a promis, mais qu'on a simplement surtaxé les riches et les demi-riches, lesquels chercheront à se rattraper sur les salaires, les loyers ou la restriction de leurs dépenses – et cela pourra faire naître un autre genre de difficultés, de désillusions et de récriminations. Tout cela, d'ailleurs, n'est pas imminent, se produira peu à peu, et ces difficultés fiscales de l'Etat français, ces difficultés de politique intérieure auront cela de bon qu'elles impliqueront presque forcément une politique extérieure prudente et pacifique.

Je me rallie donc, en somme et malgré les déclarations pessimistes des gens d'affaires français, à l'opinion de la généralité des diplomates, à savoir que la situation générale européenne n'est pas inquiétante, en ce sens qu'elle demeure nettement pacifique entre les Grandes Puissances. Ni la Russie ni l'Angleterre ne veulent la guerre; l'Allemagne douchera au besoin l'Autriche dans les relations de celle-ci avec les Serbes; les Balkaniques enfin sont épuisés. Dans ces conditions, rien ne permet d'attribuer à la France l'idée qu'elle envoie son président à Pétersbourg préparer la revanche et surtout de supposer que des propositions de ce genre trouveraient un écho.